

Telesur : une nouvelle forme de communication ?

*Hortense Faivre d'Arcier-Flores**

La victoire du président Hugo Chávez Frías aux élections de 1998, suivie de celles de 2004, a donné le coup d'envoi d'un processus démocratique à gauche qui a vu basculer en quelques années presque tout le sous-continent. Venezuela, Brésil, Argentine, Uruguay, Bolivie et Chili, on assiste aujourd'hui dans les pays andins, comme dans ceux du Cône sud, à un réveil des mouvements contestataires populaires, notamment indigènes, au nom du refus des politiques économiques et sociales qu'on affirme mises en place par les oligarchies locales soutenues par les États-Unis.

Il faut dire que l'Amérique Latine a payé le prix fort des expériences d'ajustements structurels lors de l'adoption du modèle néolibéral, prôné par le « Consensus de Washington », dans les années 90¹. Le coût social de toutes ces mesures a été désastreux. Et si à partir de 2003, favorisé par la conjoncture internationale, s'amorce un retour de la croissance² pour la plupart des pays latino-américains, cette dernière est néanmoins inégalement répartie. Les chiffres attrayants de la macroéconomie ne sauraient cacher une réalité sociale criante : l'Amérique Latine compte aujourd'hui encore 223 millions de pauvres et se trouve parmi les régions les plus inégalitaires de la planète.

* Docteur en Études ibériques et latino-américaines de l'Université de la Sorbonne Nouvelle Paris III, Professeur agrégé aux Écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan et chercheur au Centre de Recherche des Écoles (CREC), Chercheur associé au Laboratoire interdisciplinaire de recherche sur les Amériques (LIRA) de Rennes II – hortense.flores@wanadoo.fr.

1. Le « Consensus de Washington » s'est traduit par l'application d'une politique économique néolibérale de dérégulation et d'ajustements dictée par le FMI et la Banque mondiale, de privatisation, d'ouverture au commerce international et au « libre-échange » prônée par l'OMC. L'exportation agricole à grande échelle a contribué à renforcer le regroupement des terres, au profit des grandes sociétés et des investisseurs internationaux, provoquant un exode rural massif des paysans sans terre qui sont venus grossir les quartiers déshérités des grandes villes, développant le secteur informel de l'emploi. La chute du pouvoir d'achat et les faillites des entreprises nationales insuffisamment compétitives ont provoqué un effondrement du marché intérieur. La politique d'austérité avec restriction des dépenses publiques et les licenciements massifs opérés dans le cadre des grandes restructurations ont contribué à l'appauvrissement des classes moyennes.

2. Selon les chiffres avancés par la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes), 2005 marque la troisième année consécutive de croissance de la région avec un PIB estimé à 4,3 %, ce qui suppose une hausse per capita de près de 3 % et un taux de chômage qui est passé de 10,3 % en 2004 à 9,3 % en 2005.[<http://www.eclac.cl/cgi>].

Par ailleurs, c'est dans un climat de questionnement de la politique extérieure nord-américaine dans le monde, intervention en Irak, conflit israélo-palestinien, violation des droits de l'homme... que les pays latino-américains vont se rejoindre dans une position de fermeté vis-à-vis des ambitions économiques et commerciales de leur puissant voisin sur le continent. Le IV^e Sommet des Amériques à Mar del Plata (Argentine) les 4 et 5 nov. 2005, a illustré les lignes de fracture qui se dessinent en Amérique Latine, opposant deux blocs face à l'accord sur la zone de libre-échange (ZLEA)³. Préserver leurs intérêts économiques et stratégiques sur le continent américain a toujours été la priorité des États-Unis, officialisée par la doctrine Monroe en 1923. À l'heure où l'instabilité politique au Moyen Orient menace l'approvisionnement de ses fournisseurs traditionnels, s'assurer en toute sécurité l'accès au pétrole d'Amérique du sud devient une nécessité pour Washington. C'est sans doute ce qui explique sa volonté de lancer une « croisade antidrogue et contre-insurrectionnelle », notamment en Colombie⁴. Or, la pression exercée par les États-Unis, quant à l'aide militaire et économique destinée aux pays latino-américains contraints de coopérer avec la stratégie sécuritaire étasunienne sous peine de se voir « décertifiés », est perçue comme une ingérence dans leur politique intérieure. Situation de moins en moins bien acceptée par ces derniers⁵. L'arrivée au pouvoir de gouvernements qui tentent de pratiquer une politique axée sur la lutte contre la pauvreté et la défense des intérêts nationaux va changer la donne. Le Venezuela, grâce à ses revenus issus du pétrole va pouvoir financer son programme social et se lancer dans son ambitieux projet d'intégration latino-américaine au niveau politique, économique, culturel et communicationnel.

Les gouvernements progressistes [gauche et centre-gauche] latino-américains, rassemblés autour des principes de lutte contre la pauvreté et de défense de la démocratie, expriment certes des dissensions intrarégionales, notamment dans le domaine de la politique énergétique (nationalisation des hydrocarbures en Bolivie) ou commerciale (division et asymétrie entre les intérêts des grands et des petits pays). De vieilles rivalités historiques, comme celles entre la Colombie et le Venezuela, sont loin d'être effacées. Cependant, certains événements, comme la participation exceptionnelle de Fidel Castro au 30^e Sommet du Mercosur à Cordoba (Argentine) en juillet 2006 entraînant la signature d'accords commerciaux bilatéraux, ainsi que le soutien unanime de la candidature du Venezuela à un siège de membre non permanent au conseil de sécurité de l'ONU, viennent illustrer l'exis-

3. Lors de ce sommet, le Venezuela et les pays qui constituent le Mercosur se sont affrontés aux États-Unis, au Canada, au Mexique et au Panama sur le projet d'instauration d'une zone de libre échange de l'Alaska à la Terre de Feu et se sont prononcés en faveur d'un commerce plus équitable.

4. Le financement de programme de guerre, comme le Plan Colombie, est un moyen pour les États-Unis de justifier dans la région d'une présence militaire, surtout depuis le retrait total du canal de Panama, en janvier 2000, des derniers soldats étasuniens en vertu de l'accord Carter-Torrijos, et de négocier l'établissement de nouvelles bases aériennes avancées, comme celle de Manta (côte pacifique équatorienne).

5. Le ministre des Affaires étrangères équatorien, Antonio Parra, dans une interview à la radio équatorienne *La Luna* le 05/09/05, s'était insurgé contre la demande d'immunité pour les militaires nord-américains sur son territoire tandis que la Bolivie en mars 2006 s'est vue retirer de la même façon l'aide militaire étasunienne pour avoir refusé de céder au « chantage » exercé par Washington sur la nomination d'un responsable militaire local. [<http://www.terra.com/noticias/articulo/>].

tence malgré tout d'un front commun des pays du Mercosur sur le terrain de la politique étrangère.

C'est donc dans ce contexte de polarisation mondiale où s'affirme un renouveau du sentiment « anti-impérialiste », menaçant à terme le *leadership* de Washington en Amérique Latine, que surgit au sein de la patrie de Bolivar, l'espoir d'une « seconde indépendance » du sous-continent.

Une autre vision du monde ?

Le 27 février 2004, lors du XVII^e sommet du G15, réunissant à Caracas les pays non-alignés, Hugo Chávez, avec une fougue épique, balayait en une demi-heure dans son discours toute l'histoire du drame lié à l'exploitation, à la pauvreté et à la domination du sous-continent latino-américain. Et c'est en rappelant la tradition de lutte « héroïque » de ses peuples qu'il a célébré ce même jour le 180^e anniversaire de la dernière bataille d'Ayacucho qui mettait fin à la guerre d'indépendance et à la colonisation espagnole en Amérique Latine. C'est au terme d'un discours incisif que le Président vénézuélien lançait, à une assemblée déjà tout acquise, l'idée de « la création d'une chaîne de télévision qui diffuserait à travers le monde des informations et des films qui viendraient du Sud » [Chávez, 2004], et dont « la programmation devrait être réalisée par les latino-américains eux-mêmes », un premier pas dans une longue lutte destinée à rompre le monopole culturel et communicationnel du Nord⁶. Le projet était clair, il s'agissait de contrecarrer « l'hégémonie médiatique » des grandes chaînes internationales américaines *CNN*, *NBC*, *UNIVISION* ou encore *Fox news* qui dominent à 85 % le secteur de l'information dans toute l'Amérique. L'objectif est aussi celui de concurrencer les traditionnelles chaînes privées « à succès » vénézuéliennes comme *RCTV*, *Globovisión*, *Venevisión*, *Televen*, *CMT* qui semblent ignorer l'existence de toute une partie de la population appartenant aux couches les plus pauvres, majoritairement noires, métisses et indigènes, et dont les préoccupations prioritaires ne sont jamais abordées dans leur programmation⁷. *Telesur* est lancée officiellement depuis Caracas le 24 juillet 2005 avec un investissement initial de 10 millions de dollars, et portée par quatre pays : Uruguay, Argentine, Cuba et Venezuela, actionnaire majoritaire avec 51 % du capital. La chaîne à vocation continentale diffuse déjà dans 15 pays de la région et sur son site Internet, à travers le serveur *Arcoiris*. Selon son président Andrés Izarra, elle espère toucher rapidement 10 millions de téléspectateurs. Par la signature d'un accord en avril 2006,

6. Le directoire de *Telesur* est multinational, il se compose de : Andrés Izarra – ex-ministre de la communication vénézuélien et président de la chaîne ; Aram Aharonian, journaliste uruguayen, directeur général ; Jorge Enrique Botero, journaliste colombien, directeur de l'information de *Telesur* ; Ana de Escalom (Argentine) et Ovidio Cabrera (Cuba).

7. Le contenu des programmes des chaînes privées dans leur ensemble semble être calqué sur le modèle aseptisé des canaux étasuniens : prolifération des romans feuilletons (*telenovelas*) « à l'eau de rose » joués par des protagonistes incarnant la classe aisée blanche dont les préoccupations futiles sont bien loin des réalités sociales du pays ; émissions de télé-vérité ; interviews de stars du showbiz et de la jet-set ; variétés ; mode ; séries américaines pour jeune public, le tout incessamment entrecoupé par une invasion de flash publicitaires. Sur les chaînes d'information, une audience quasi exclusive est accordée à la classe politique porte-parole de l'opposition et de l'oligarchie vénézuélienne.

la Bolivie devient le cinquième pays à rejoindre la chaîne de télévision latino-américaine. S'agit-il d'une révolution de l'information comme le clament ses concepteurs par la nouveauté de ses programmes, son orientation idéologique et son ambition médiatique ou plutôt d'un instrument de propagande de la politique « chaviste » ? C'est tout d'abord une autre vision du monde qu'elle propose : elle se veut en effet le reflet de la réalité pluriethnique et sociale, représentative des sociétés du Sud.

**La programmation de Telesur
sur une semaine ***

TeleSur, qui diffuse 24 h sur 24, donne la prépondérance à l'information journalistique en général et insiste particulièrement sur les événements couvrant toute la Caraïbe et le continent latino-américain : le journal télévisé **TeleSur Noticias** est programmé toutes les 3h/h30 et les **Noticias de Brasil** trois fois par jour, alternés le samedi et dimanche avec un récapitulatif des informations de la semaine dans **Visión 7 internacional**. Les émissions **Realidades** et **Agenda del Sur** reviennent en détail sur les thèmes les plus brûlants de l'actualité. **Síntesis latinoamericana** présente une synthèse des événements qui ont lieu en Amérique latine retransmis par dix correspondants de Telesur. **De este lado** propose des reportages avec une analyse en profondeur sur les problèmes du continent. **Mesa Redonda Internacional**, qui émet depuis la Havane, est un forum de débats avec analyse de sujets politiques, sociaux, historiques et conjoncturels, régionaux et internationaux. Les documentaires et les reportages sont axés essentiellement sur la réalité quotidienne des sociétés et des communautés indigènes qui peuplent l'Amérique. Une grande place est faite à l'histoire et à la culture des « nations du Sud » au travers de thématiques liées à la mémoire, aux territoires et aux identités. **Documentales TeleSur** et **Memorias del fuego** sont des courts métrages d'auteurs, diffusés également dans les festivals internationaux. **América tierra nuestra** met en scène les créations et productions sociales et culturelles (traditions et coutumes) des peuples ibéro-américains, des origines jusqu'à nos jours. **Esfera cultural** est un regard sur la culture quotidienne actuelle latino-américaine vécue par des personnes dans des lieux et des moments différents. **Latitud América** accueille des personnalités du monde artistique, littéraire et cinématographique avec l'objectif – selon ses concepteurs – d'ouvrir la voie à « la socialisation de la production intellectuelle ». **Maestra Vida** est une série de témoignages, de réflexions et de questionnement sur les valeurs, l'éthique et les idéaux propres à l'identité latino-américaine. Enfin, **CineSur** et **Clásicos para la identidad** offrent des espaces consacrés aux longs métrages de fiction et documentaires, issus de la très riche production du Nouveau cinéma latino-américain.

* Les émissions nommées ci-dessous sont programmées quotidiennement
Source : [<http://www.telesurtv.net/v3/secciones/programacion/>]

Il s'agit « d'une vision à partir de nos problèmes, de nos cultures et de notre histoire, avec notre propre interprétation des choses », aime à répéter Beto Almeida, responsable de *Telesur* au Brésil [Severo, 2005]. L'objectif passe nécessairement

par une récupération du passé et de la mémoire occultée par plus de 300 ans de colonisation et une indépendance qui n'a jamais permis aux populations noire ou indienne, marginalisées depuis et constituant les couches les plus pauvres, de participer à la vie politique et d'accéder aux sphères de décision. Tenir compte de *La vision des vaincus*, pour reprendre le titre du livre de Nathan Wachtel [Wachtel, 1971], c'est accepter de considérer l'autre versant de la Conquête espagnole en Amérique, celle de la déstructuration et de l'acculturation des peuples et des sociétés « indigènes ». *Telesur*, en ce sens, se targue d'incarner la voix des exclus. Diversité culturelle et vérité, c'est cette parole, affirme *Telesur*, que les peuples indigènes, réduits au silence par des siècles d'oppression, continuent de réclamer. Dès lors, cette voix ne peut être qu'engagée, puisque l'affirmation de l'identité latino-américaine s'est toujours exercée dans l'histoire du sous-continent en opposition à la vision hégémoniste du Nord. « Nous avons été historiquement marginalisés, humiliés, haïs, méprisés, condamnés à l'extinction » mais, « nous sommes là pour changer l'histoire » a clamé Evo Morales devant le Congrès bolivien, au lendemain de sa victoire électorale du 18 décembre 2005, exprimant au travers d'elle la revanche d'un peuple, celui des Indiens (aymaras et quechuas), sur l'histoire nationale dont ils ont été les oubliés [Morales, 2006]. L'écrivain Eduardo Galeano parlera de cette victoire comme de « la seconde fondation de la Bolivie » dont les protagonistes seront cette fois les Indiens [Galeano, 2006].

Le concept du Sud n'est pas récent. En 1891 le penseur cubain José Martí opposait déjà à une Amérique du Nord, capitaliste, dominatrice et blanche, *Nuestra América*, pauvre, mais riche par son métissage et son syncrétisme culturel [Martí, 1979]. Cet antagonisme Nord/Sud ne se limite pas à une notion géographique, c'est avant tout un concept politique. En 1985, l'écrivain uruguayen Mario Benedetti structurait son poème chanté par Joan Manuel Serrat autour de cette antithèse : « Le Nord, c'est celui qui ordonne / Le Sud aussi existe ». Le Nord incarnant une fois de plus le pouvoir, la gloire, la richesse matérielle face à un Sud appauvri et envahi, mais dont le capital reste son espérance ancestrale en l'avenir, la solidarité et l'authenticité des relations entre l'homme et la nature [Benedetti, 2001]. Et c'est avec une forte charge symbolique que le président vénézuélien, en citant les vers du poète, rappelle dans son discours que le Sud se trouve : « ici, en bas, tout en bas, près des racines, là où la mémoire n'oublie aucun souvenir » [Chávez, 2004]. L'expression du Sud vient donc d'une prise de conscience des inégalités et des injustices qui existent de par le monde y compris au sein des sociétés occidentales développées, réticentes pourtant à considérer les problèmes et les revendications émanant de leur propre « Sud ».

Telesur est bien évidemment une arme politique : « Nous ne sommes pas impartiaux » dira Beto Almeida, « ne nous voilons pas la face, le monde est en guerre, une guerre qui oppose le nord au sud » [Lambert, 2005]. Un conflit latent qui reflète les relations tendues entre les États-Unis et le Venezuela et, plus récemment la Bolivie, lesquelles pourraient bien se détériorer par les éventuelles tentatives de déstabilisation de son gouvernement, au moment où le Département de la Défense nord-américain a qualifié la politique du président Hugo Chávez « de défi

à la sécurité des États-Unis »⁸. Et si la chute du mur de Berlin a pu faire croire un moment à la fin des idéologies, force est de constater aujourd'hui une radicalisation des positions politiques dans le monde exprimée au sein des instances internationales. On peut dire que *Telesur* se situe dans la mouvance de la pensée altermondialiste (notamment celle d'ATTAC) par les thématiques développées dans ses programmes axés prioritairement sur la condition, les luttes et les droits des « peuples autochtones » : qu'il s'agisse du puissant mouvement indigène équatorien de la Conaie s'insurgeant contre la signature d'un traité de libre commerce (TLC) avec les États-Unis, nuisible aux intérêts du pays, ou encore de la communauté Mapuche au Chili qui, depuis des siècles, ne cesse de se battre pour la reconnaissance de leur identité culturelle. Par la confrontation de positions divergentes, la chaîne tente d'offrir une vision alternative aux problèmes actuels : dette extérieure des pays pauvres, conflits armés (les Zapatistes au Mexique, les FARC en Colombie), cultures d'OGM, questions environnementales, drogue et sécurité, politique intérieure des démocraties latino-américaines... Le VI^{ème} Forum social mondial, qui s'est tenu à Caracas en décembre 2005, n'a pas manqué d'être au diapason avec la dynamique d'un continent en pleine ébullition sociale et a été l'occasion d'une politisation des débats axés sur les enjeux sud-sud et « l'anti-impérialisme ». Ainsi, couvrant tous les événements du Forum social, *Telesur* s'est transformée en tribune populaire où se sont exprimés les présidents Lula da Silva, Hugo Chávez, le sénateur colombien Carlos Gaviria Díaz ainsi que de nombreuses personnalités de gauche du continent⁹.

L'originalité de *Telesur* tient à sa diversité et au côté inédit de beaucoup de ses reportages dont ceux signés par le journaliste Roberto di Chiara, portant sur les réfugiés chiliens à Buenos Aires qui relatent le coup d'État et la lutte des travailleurs du charbon au Chili, sur le dirigeant syndical Juan Lechin qui s'exprime sur le mouvement ouvrier bolivien, ou encore sur l'hommage au général chilien Prats assassiné à Buenos Aires en 1974 [Arcoiris.TV, 2006]. Ces reportages témoignent d'une réalité ignorée, car elle n'a jamais été diffusée par la plupart des grandes chaînes privées. Originale, *Telesur*, parce qu'elle offre également un espace de réflexion à tous les anonymes, femmes, jeunes, travailleurs et syndicalistes qui ont une voix à faire entendre. Mais si l'intention est bel et bien politique, le discours ne relève pas pour autant d'un militantisme étriqué. Car, la pluralité des points de vue exprimés et l'existence d'un esprit critique permettent une certaine objectivité. Si l'on prend l'exemple des deux reportages réalisés sur les FARC de Colombie, l'un des thèmes qui divise le plus la société colombienne, on s'aperçoit que l'on est bien

8. « El Pentágono califica a Chávez de desafío a la seguridad de EE.UU. », *El Nuevo Herald*, 11 février 2006. On se souvient de l'arrestation de paramilitaires colombiens en activité sur le sol vénézuélien en mai 2004. Par ailleurs, après avoir été accusé par le gouvernement colombien d'entretenir des liens avec la guérilla, H. Chávez a dénoncé à son tour dans un discours télévisé, le service secret colombien (DAS), infiltré par des paramilitaires d'extrême droite, de « conspirer contre son gouvernement » et d'agir conjointement avec les Forces armées indépendamment des ordres de l'exécutif colombien. « Chávez acusó al DAS colombiano de conspiraciones », *El Universo*, 04/11/05.

9. Certains ont pu déplorer l'instrumentalisation du forum social mondial financé en partie par le pays hôte et les organisations impliquées dans la « révolution bolivarienne ».

loin du schéma manichéen. L'un retrace à partir d'images réelles et de témoignages l'action militaire d'un commando de la guérilla qui a pris en otages les parlementaires de l'Assemblée de la province du Valle, en plein cœur de Cali, sa capitale, le 11 avril 2002 [Arcoiris.TV, 2006]. L'autre nous livre, de façon très intimiste, les confessions des otages retenus dans la jungle, dont parmi eux beaucoup de militaires. C'est la liberté d'expression des différents intervenants de tous bords et l'authenticité des témoignages qui font l'intérêt de ces court-métrages dont la teneur est bien éloignée de la position officielle défendue par le gouvernement colombien sur les mouvements de guérilla. Quant au « vol des cerveaux en Amérique Latine » [Arcoiris.TV, 2006], cette table ronde au titre évocateur est une de ces nombreuses émissions organisées en téléconférences, où il s'agit encore une fois de débattre sur les conséquences socio-économiques désastreuses de l'immigration massive des latino-américains vers les États-Unis et l'Europe : les envois massifs des *remesas* par les immigrants ne suffisent pas à occulter le dépeuplement et l'appauvrissement des campagnes, la déstructuration des familles, et l'augmentation des *pandillas* (délinquance juvénile urbaine).

Répondre avant tout à un souci d'indépendance, est l'objectif affiché des fondateurs de *Telesur* qui mettent le canal à la disposition de toutes les chaînes d'État, communautaires, indépendantes et universitaires. La Constitution bolivarienne de 1999 et la Loi sur les télécommunications de 2001 au Venezuela ont permis de légaliser vingt-cinq stations de radio et de télévision à but non lucratif, dont Radio Perola, Radio Senderos, Radio Catia Libre, Catia TV et Vive TV qui traduisent une véritable transformation dans la conception d'une communication « libre, publique et plurielle » que défend l'Association Nationale des Médias Communautaires Libres et Alternatifs (ANMCLA). La chaîne régionale Vive TV-Zulia, rattachée à Vive TV-Télévision nationale- diffuse l'unique programme destiné et élaboré par les populations indigènes *Noticiero Indígena*. Le journal présente des informations et des documentaires sur les différentes communautés du Venezuela. Vive TV respecte ainsi la législation vénézuélienne sur le droit des peuples autochtones à utiliser leur langue et à promouvoir leur culture au niveau national et international.

Même si paradoxalement certaines de ces chaînes télévisuelles sont financées par l'État, elles ne peuvent être intégrées par des dirigeants d'organisations politiques, religieuses ou économiques. Dans le cas de *Telesur*, des sponsors, provenant d'institutions publiques ou privées sont probablement indispensables à la survie de la chaîne qui ne dispose que d'un modeste budget annuel de 2,5 millions de dollars, mais, ils n'interviennent en aucune façon dans la ligne éditoriale, nous précise Jorge Enrique Botero [Petrich, 2005]. Il s'agit de soutenir la production nationale indépendante et de créer des liens avec les initiatives locales tout en préservant le pluralisme dans les contenus [Lambert, 2004]. C'est la raison pour laquelle l'essentiel de cette production doit être effectué directement par les gens du quartier ou de la communauté dont est issu le média, renforçant ainsi l'adéquation entre ce dernier et son public. À l'instar de la technique littéraire du « récit de vie », dans les émissions intitulées *Venezuela Adentro* sur Vive TV, la médiation du journaliste disparaît au profit du « témoignage vérité » et du partage d'expériences. L'initiative doit

partir du bas : une façon de confronter les discours d'en haut à la réalité du terrain et de rapprocher le citoyen de l'État, principe même de la démocratie participative défendue par Hugo Chávez dans sa conception de la Révolution bolivarienne, « une révolution dans la révolution ». Mais exporter « la révolution » est aussi une dimension de la conception du projet bolivarien d'intégration « communicationnelle » : conquérir de nouveaux espaces médiatiques grâce à la constitution d'un vaste réseau de correspondants et de groupes de soutien au Brésil, en Bolivie, en Colombie, au Mexique et aux États-Unis. Unifier les peuples et les nations d'Amérique Latine et des Caraïbes par la création d'une confédération des républiques hispano-américaines était déjà en 1815 le rêve de Simon Bolivar, exilé sur les côtes jamaïcaines [Bolivar, 1981]. En 2004, le projet de *Telesur* entend acquérir une dimension internationale et espère à terme, en se dotant d'un satellite propre, diffuser dans toute l'Europe, l'Afrique et l'Asie.

Vers un projet d'intégration culturelle

La conception de *Telesur* – en tant que nouvelle forme de communication – est née d'un projet politique qui émane d'une réflexion plus élargie autour d'un nouvel ordre mondial misant sur le développement des relations sud-sud. L'objectif visé est bien celui de rompre avec le modèle des politiques économiques imposées par les grandes institutions monétaires mondiales ou encore le G8 et de proposer une alternative de développement tout en préservant les échanges multilatéraux avec les grands pays émergents. *Telesur* s'inscrit donc dans la continuité et la logique d'un processus d'intégration régionale économique, sociale et politique, commencé il y a quelques années, et qui s'est illustré symboliquement avec la création de la Communauté Sud-américaine des Nations en décembre 2004, puis de l'Alternative bolivarienne pour l'Amérique Latine (ALBA) lancée conjointement en avril 2005 par Cuba et le Venezuela et que la Bolivie a rejoint récemment¹⁰. L'entrée du Venezuela dans le Mercosur – principal bloc économique d'Amérique du sud- a consolidé une alliance des pays qui entendent s'opposer au marché de libre-échange américain voulu par les États-Unis. Et ce n'est sans doute pas un hasard si, en mai 2005, s'est tenu à Brasilia pour la première fois un Sommet des pays latino-américains et des pays arabes réunis pour proclamer leur opposition à l'unilatéralisme autour d'une plate-forme commune privilégiant les modèles alternatifs sociaux et économiques. Cinquante ans plus tard, on a eu le sentiment de voir renaître « l'esprit de Bandung »¹¹.

10. Le 29 avril 2006, à La Havane, La Bolivie intègre à son tour l'ALBA par la signature du Traité de Commerce des Peuples (TCP) qui scelle un accord commercial entre les trois pays Cuba, Venezuela et Bolivie.

11. La conférence de Bandung rassemblait le 24 avril 1955 dans l'île de Java (Indonésie), 29 pays décolonisés d'Afrique et d'Asie. Elle marqua l'entrée du Tiers-monde dans le concert des Nations et son accession à la souveraineté. Les questions abordées portaient sur la lutte contre le colonialisme et la ségrégation raciale ainsi que sur la constitution d'une « troisième force » entre l'Est et l'Ouest qui donnera naissance au Mouvement des pays non-alignés (Conférence de Belgrade, 1961). Les dix principes élémentaires élaborés lors de cette conférence par les dirigeants des pays présents, visant à promouvoir la paix et la coopération dans le monde, ont marqué profondément l'histoire des relations entre les peuples et les Nations, perpétuant jusqu'à aujourd'hui ce que l'on appelle « l'Esprit de Bandung ».

Au-delà des questions économiques, ce sont les droits humains comme l'accès à l'éducation, à la santé et à la culture, l'environnement, l'interdépendance culturelle et les relations de peuple à peuple qui occupent officiellement le devant de la scène¹². La notion de solidarité se traduit par une politique de coopération internationale permettant à de nombreuses nations pauvres, notamment dans la région de la Caraïbe, d'acquiescer du combustible à des tarifs préférentiels, avec le programme *Petrocaribe*¹³, ou bien de recevoir de l'aide matérielle et humaine en cas de catastrophes naturelles. La construction d'une « infrastructure intégrée » latino-américaine doit permettre, comme le soulignait le président du Brésil Lula da Silva lors de la réunion de la BID (Banque interaméricaine de développement) au Brésil, « l'insertion compétitive des pays [latino-américains] dans une économie chaque fois plus globalisée » sans jamais cesser de tendre à la réduction de la pauvreté et « en donnant au concept de citoyenneté un sens concret » [Lula da Silva, 2006]. C'est dans cette optique qu'ont été envisagés des grands projets comme celui de la construction d'un gazoduc géant entre l'Argentine et le Venezuela, ou la création d'une Banque centrale sud-américaine (Bancosur), ou encore d'un système de sécurité propre, similaire à celui de l'OTAN [Arias, 2006]. Une « alliance continentale » scellée au Sommet de Puerto Iguazu en mai 2006 mais dont la mise en œuvre reste incertaine en raison des dissensions créées par le processus de nationalisation des hydrocarbures en Bolivie.

Telesur, en tant que moyen d'intégration communicationnelle, joue un rôle de cohésion culturelle et sociale en se référant à un imaginaire commun latino-américain. Rôle d'autant plus nécessaire que les distances géographiques et les frontières séparent des populations assez hétérogènes – malgré des cultures souvent proches – et que le public qui a accès au câble et à Internet ne représente qu'un pourcentage réduit de la population. C'est pourquoi la priorité des gouvernements vénézuélien et bolivien est d'élargir la participation populaire au niveau microéconomique – par les expériences d'autogestion et de cogestion – et dans tous les domaines de la vie politique et culturelle, d'où le lancement de grandes campagnes d'alphabétisation qui se sont multipliées sur tout le continent¹⁴.

12. Dans le cadre du *Plan Milagro* (Miracle) financé par le Venezuela, Cuba envoie des médecins à tous ceux qui n'avaient aucun espoir d'en bénéficier. 30 000 médecins cubains travaillent dans diverses missions mises en place par la révolution bolivarienne comme celle de *Barrio Adentro*, basée sur la médecine préventive, auprès des populations les plus déshéritées. Par ailleurs, des centaines de milliers de patients vénézuéliens vont profiter de soins ophtalmologiques à Cuba. Ce programme se développe dans 24 pays d'Amérique Latine et des Caraïbes – dont Haïti, la Grenade et Panama – mais aussi en Afrique et en Asie (Pakistan).

13. L'accord de *Petrocaribe*, défini comme « la colonne vertébrale de l'intégration », a été signé le 29 juin 2005 à Puerto Cruz (Venezuela) par 14 Chefs d'État et de gouvernement de la région. Il procède d'une volonté de rééquilibrage des pouvoirs afin d'établir une relation directe entre producteurs d'énergie, (pétrole, gaz, électricité) et consommateur final en vue de supprimer les intermédiaires et leur influence sur les prix. Profitant des cours élevés du pétrole, Hugo Chávez force les grandes compagnies pétrolières à renégocier les contrats en faveur du pays producteur. Dans un esprit de collaboration et de solidarité, les fonds récoltés permettront de financer dans les pays caribéens des projets de développement social et économique ou des programmes de subventions. Voir Site Ministère vénézuélien de l'énergie et du pétrole [<http://www.mem.gob.ve/>].

14. Le plan d'alphabétisation *Yo sí puedo* créé par l'IPLAC (Institut pédagogique latino-américain et caribéen) et développé par le gouvernement cubain s'est mis en place sur le continent avec la vocation de transmettre les résultats des méthodes de l'éducation cubaine au niveau international. Il a permis d'enseigner à lire et à écrire à près de 1,5 millions de Vénézuéliens en un peu plus de deux ans (Mission Robinson). En octobre 2005, le Venezuela a été déclaré « territoire libre d'analphabétisme » et Chávez a reçu pour cette prouesse le prix José Martí décerné par l'Unesco. Ce programme a concerné jusqu'à présent environ 2 millions de personnes dans 13 pays de la région.

Le droit à la communication est l'un des outils fondamentaux de la participation citoyenne, reconnaît l'article 98 de la nouvelle Constitution de la cinquième République bolivarienne [n° 36.860]. En ce sens, la réalisation de *Telesur* revendique le même objectif, celui de donner la parole aux minorités, à travers le concept de « médias communautaires », en s'opposant à la main mise des médias privés sur l'information et à « l'invasion » de 3 500 chaînes câblées nord-américaines [Fernández, 2006]¹⁵. Il s'agit donc d'une véritable guerre médiatique qui divise profondément la société civile, et que se livrent le gouvernement « chaviste », appuyé par les journalistes indépendants, communautaires ou associatifs, et les grands médias privés soutenus par les partis traditionnels représentant les intérêts des couches possédantes. À la fin des années 70, du fait de la privatisation, les grands médias commerciaux ont monopolisé et censuré le secteur de l'information au Venezuela. Depuis la victoire électorale d'Hugo Chávez, ils jouent un rôle d'opposition au gouvernement avec des méthodes dénoncées comme n'étant pas toujours journalistiques en vue de le discréditer. Durant les grèves dans le secteur pétrolier, en décembre 2002, orchestrées par les milieux d'affaires ainsi que durant les événements qui ont conduit au coup d'État des 12 et 13 avril 2002, il est aujourd'hui reconnu que les directeurs de ces chaînes privées ont procédé à un black-out sur l'information, empêchant leurs propres journalistes de diffuser les faits relatifs au soulèvement de la société civile contre les putschistes.

Or, la détérioration des relations américano-vénézuéliennes a pris une nouvelle acuité avec l'adoption par la Chambre des représentants des États-Unis d'un amendement autorisant le gouvernement américain à contre attaquer le projet de *Telesur* au moyen de brouillages ou par des programmes de télévision et de radio étasuniens à destination du public vénézuélien. Le Venezuela a menacé à son tour de riposter en neutralisant les transmissions nord-américaines [Márquez, 2005]. Dans cette escalade médiatique¹⁶, on peut se demander quel sera l'avenir de *Telesur*, une chaîne qui se veut alternative mais non marginale, et dont l'ambition est d'être un moyen de communication de masse à vocation internationale. Tout en évitant l'écueil de la censure ou de la propagande, saura-t-elle s'imposer au sein du paysage audiovisuel vénézuélien ? Son grand défi sera celui de préserver son indépendance et sa liberté de critique, principe même de son éthique.

*

15. Les radios communautaires, réalisées par et pour la communauté, sont financées essentiellement par les contributions versées par les petits commerçants du quartier, elles sont donc devenues une composante importante de l'économie informelle, leur autonomie financière leur permet de revendiquer une liberté d'expression.

16. La promulgation de la Loi sur la responsabilité sociale des médias audiovisuels le 7 décembre 2004 par le gouvernement vénézuélien autorise la Commission nationale des télécommunications (Conatel) à suspendre les stations et les chaînes qui « promeuvent, font l'apologie ou incitent, à la guerre, à l'altération de l'ordre public et au délit ». Cette mesure qui, selon les autorités, est destinée à protéger les mineurs des programmations violentes a suscité de forts remous au sein des médias d'opposition et l'association Reporters sans frontières y a dénoncé un « danger pour la liberté de la presse » tout en reconnaissant que le gouvernement et le pouvoir judiciaire n'y ont jamais eu recours.

Le projet de création d'un canal multinational de service public comme *Telesur* relève d'une conception nouvelle de l'information et de la communication en Amérique Latine avec un objectif résolument politique et culturel : la communication comme facteur d'intégration régionale. Transcendant toute notion géographique, on pourrait aller dans une telle approche jusqu'à dire que le concept du Sud commence là où s'élève la contestation de « la pensée unique et dominante » [Ramonet, 1995] ; une voix qui ne se dit ni de droite, ni de gauche, mais « d'en bas ». « Notre nord à nous c'est le sud », est une façon de revendiquer l'existence d'une réalité plurielle, d'une autre actualité centrée sur des parties du monde bien souvent ignorées par le Nord. Alors, malgré le côté « engagé » ou réductionniste de ce discours que peuvent contester ses détracteurs, il convient de saluer l'initiative d'une alternative médiatique offrant un espace de réflexion et d'expression aux peuples latino-américains. La réalisation d'un nouveau type de media participe pleinement à la construction d'une société en plein processus de transformation dans laquelle la culture est tout à la fois moyen et finalité du principe de démocratie populaire : « Être cultivé est l'unique façon d'être libre » écrivait le penseur cubain José Martí [Martí, 1975, p. 289].

BIBLIOGRAPHIE

- AHARONIAN A. [2005], « Todo lo que usted quiere saber de Telesur », 13/07/05, [<http://www.redvoltaire.net/article>].
- ANMCLA [2003], « Les medias communautaires cibles de secteurs de l'opposition », mars 2003, [<http://risal.collectifs.net/article>].
- ARIAS J. [2006], « Chávez propone crear un banco central y una OTAN para América del sur », *El País internacional*, 21/01/06.
- BENEDETTI M. [2001], *Canciones del Más Acá*, Barcelona, Seix Barral, 161 p.
- BOLIVAR S. [1981], « Cartas de Jamaica », in *Escritos políticos*, Madrid, Alianza Editorial, p. 61-90.
- BOTERO J.E. [2005], « Telesur : este canal será todo menos un pasquín », interview réalisée par S. Torrado 22/06/05, [<http://www.aporrea.org/>].
- CHÁVEZ H., *Discurso en la XII Cumbre del Grupo de los 15*, Caracas, 27/02/04, [<http://es.arcoiris.tv/>].
- CHOMSKY N., « Venezuela, voisinage dangereux » [<http://www.venezuelanalysis.com/articles>].
- Constitución de la República Bolivariana de Venezuela* [1999], Publicada en Gaceta Oficial del jueves 30 de diciembre de 1999.
- FERNÁNDEZ S. [2006], « L'essor du mouvement des radios communautaires au Venezuela », 23/02/06. [<http://risal.collectifs.net/article>].
- GALEANO E. [2006], « La segunda fundación de Bolivia », [<http://www.emancipacion.org/modules>].
- LAMBERT R. [2005], « Telesur : Le "Sud" s'arme pour renverser le monopole médiatique du "Nord" », [<http://www.acrimed.org/article>].
- LAMBERT R. [2005], « Venezuela : Vive TV ou la communication au service d'une citoyenneté nouvelle », 02/09/04 [<http://risal.collectifs.net/article>].
- LANDER E. [2005], « Le Venezuela à la recherche d'un projet contre-hégémonique », *Alternatives Sud*, vol. XII, n° 2, 2005, 171 p.

- LULA DA SILVA L.I. [2006], « Los cimientos de la integración », *El Tiempo*, 03/04/06.
- MÁRQUEZ H. [2005], « Venezuela-EE-UU : aprestos de guerra por Telesur », [<http://www.ipsnoticias.net/>].
- MARTÍ J. [1975], *La América*, Nueva York, mayo de 1884, in *Obras Completas*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, t. 8, p. 288-292.
- MARTÍ J. [1979], *Nuestra América*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 15 p.
- MORALES E. [2006], *Discours d'investiture à la présidence*, La Paz, 22/01/06. [www.onpia.org/documentos/discurso_evo_morales.doc].
- PETRICH B. [2005], « Telesur, une télévision contre-hégémonique en Amérique Latine », [<http://risal.collectifs.net/article>].
- RAMONET I. [1995], « La pensée unique », *Le Monde diplomatique*.
- SERRANO P. [2004], « Les médias et la réalité vénézuélienne », 17/04/06, [<http://risal.collectifs.net/article>].
- SEVERO L. [2005], « Entrevista a Beto Almeida, responsable en Brasil por la nueva tele del sur », [<http://www.rebellion.org/noticia>].
- WACHTEL N. [1971], *La vision des vaincus*, Paris, Folio Histoire, 395 p.

Les références sur les reportages filmés indiqués dans le texte sont communicables sur le site Arcoiris.tv [<http://es.arcoiris.tv/>] et l'actualité en direct est à consulter sur le site de Telesur [<http://www.telesurtv.net>].